

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**

**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS  
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

**AVENANT N° 14 DU 11 MARS 2008**  
**PORTANT DIVERSES MODIFICATIONS DE L'ACCORD DU 5 MARS 1991**  
**NOR : ASET0850448M**

Entre :

L'union des fédérations de transport mandatée par la fédération des entreprises de la sécurité fiduciaire (FÉDESFI),

D'une part, et

La fédération générale des transports CFTC ;

La fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;

La fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les dispositions de l'accord national professionnel relatif aux conditions d'emploi du personnel des entreprises exerçant des activités de transport de fonds et valeurs en date du 5 mars 1991, modifiées et complétées par les avenants n° 1 à 13, sont à nouveau modifiées comme suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions du point *b* « 13<sup>e</sup> mois » de l'article 26 « Salaires minimaux professionnels garantis et 13<sup>e</sup> mois » sont modifiées comme suit :

Au 2<sup>e</sup> alinéa relatif à l'assimilation à des jours de présence effective, le 6<sup>e</sup> tiret est remplacé par :

« – les périodes d'incapacité pour maladie comportant une durée d'hospitalisation d'au moins 1 journée, sous réserve de la production par le salarié concerné de son bulletin d'hospitalisation ».

## **Article 2**

Au 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 8 « Régime complémentaire de prévoyance », le tiret « le conjoint ou le concubin notoire » est remplacé par « le conjoint, le concubin notoire ou le partenaire d'un Pacs ».

Après l'alinéa 4 de l'article 8, est ajouté le texte suivant :

« Les dispositions ci-dessus ne doivent pas entrer en contradiction avec le régime réglementaire sur le système de prévoyance obligatoire, introduit par la loi du 21 août 2003 et le décret du 9 mai 2005, à savoir :

La contribution de l'employeur doit être fixée à un taux ou à un montant uniforme à l'égard de tous les salariés appartenant à une catégorie objectivement définie :

- en cas de contribution forfaitaire, c'est le montant de la participation de l'employeur qui doit être le même ;
- en cas de cotisation proportionnelle à la rémunération, c'est le taux et l'assiette de la participation de l'employeur qui doivent être les mêmes. »

## **Article 3**

### *Création d'une annexe II*

Le dernier alinéa de l'article 8 est supprimé et remplacé par :

« Il est créé une annexe II au présent accord intitulée “ Régime complémentaire de prévoyance ”. Cette annexe reprend dans un tableau les garanties (nature et taux de prise en charge) prévues par le présent article. »

## **Article 4**

### *Entrée en application*

Les dispositions du présent avenant entrent en application à compter de la date de son extension.

## **Article 5**

### *Dépôt et publicité*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 132-10 et L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 11 mars 2008.

(Suivent les signatures.)